



ARRETE N° 204/2026
PORTANT MISE A JOUR DU PLAN LOCAL
D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Le Président de la Communauté de Communes Les Avant-Monts,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.151-2, L.151-43, L.152-7, L.153-8, L.153-60, R151-51 à R.151-53 et R.153-18 ;

VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes des Avant-Monts en date du 18 septembre 2017 approuvant le transfert en lieu et place des communes membres, de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) à compter du 1er janvier 2018 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2017-1-1467 du 28 décembre 2017 portant modification des statuts de la communauté de communes des Avant-Monts ;

VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes des Avant-Monts en date du 12 janvier 2026 approuvant le plan local d'urbanisme intercommunal ;

VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes des Avant-Monts en date du 18 mai 2026 instaurant l'obligation de dépôt de déclaration préalable pour les ravalements de façade sur certaines communes des Avant-Monts ;

ARRETE

Article 1 : Le PLUi est mis à jour pour reporter en annexe :

- les périmètres à l'intérieur desquels les travaux de ravalement sont soumis à autorisation ;

Article 2 : Le PLUi mis à jour est tenu à la disposition du public au siège de la CC des Avant-Monts 24 ZAE l'Audacieuse 34480 MAGALAS aux jours et heures d'ouverture habituels.

Article 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de la CC des Avant-Monts et dans les mairies des communes membres concernées.

Article 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

Article 5 : La directrice générale des services ainsi que la responsable du service urbanisme sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de la mise en œuvre et du respect du présent arrêté.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le tribunal administratif de Montpellier dans les deux mois qui suivent son entrée en vigueur. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télerecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans le même délai, l'auteur du présent arrêté peut être saisi d'un recours gracieux contre celui-ci. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

Fait à Magalas, le 09 juin 2026

Le Président,
Sylvain HAGER

